

Rencontre avec les candidats

Élections fédérales 2015

Les priorités de l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick

1. Les infrastructures et la création d'emploi

Nos priorités:

- a. Les municipalités sont des créateurs d'emplois, notamment par leur rôle lors de la participation aux programmes d'infrastructures de Chantier Canada. Il est important de bonifier et de faciliter l'accès aux programmes d'infrastructures, incluant celui de la Taxe sur l'essence.
- b. De plus, il est nécessaire d'avoir des formules de partage des sommes allouées aux provinces qui ne sont pas uniquement basées sur le nombre de citoyens (per capita). Dans ces scénarios, la province du N.-B. est perdante parce qu'on ne tient pas compte de sa réalité davantage rurale.
- c. Les eaux usées: Les nouvelles normes gouvernementales nationales visent plus de 3 500 réseaux d'égout au Canada et elles nécessiteront des dépenses de plus de 18 milliards de dollars au cours des 30 prochaines années. Sans investissement du fédéral, nos municipalités n'arriveront pas à rencontrer les nouvelles exigences.
- d. Décentralisation des emplois du gouvernement fédéral.

2. L'environnement

Nos priorités:

- a. Les municipalités sont aux premières lignes des changements climatiques. Elles en subissent les conséquences et sont aussi le palier de gouvernement le mieux positionné pour apporter des changements aux pratiques et aux façons de faire. Les municipalités doivent faire partie des discussions et le gouvernement fédéral doit les appuyer pour faire face à ce qui est probablement le plus grand défi de notre siècle.
- b. La conférence de Paris sur les changements climatiques aura lieu en décembre. Vous prendrez des engagements, nous le souhaitons. Certains de ces engagements devront être réalisés par le palier municipal et en ce sens, nous devons être partenaires dans la réalisation de vos engagements.

3. Le développement socioéconomique des régions rurales

Nos priorités:

- a. Nous avons besoin d'un plan concret pour aider les régions rurales, incluant le maintien des services essentiels en région (Poste Canada, Pêches et Océans).
- b. Il faut assurer le maintien des infrastructures stratégiques pour nos régions que sont les routes, les aéroports, les ports de mer ainsi que les quais dans les communautés.
- c. Mise en place d'un programme d'aide à l'industrie forestière incluant les lots boisés privés ainsi qu'un appui à la recherche dans le domaine de la foresterie et des pêches.
- d. Il est urgent de trouver une solution aux hausses importantes et récurrentes des coûts des services de la GRC. Le modèle actuel n'est pas viable à long terme.
- e. Il faut rétablir le questionnaire long obligatoire de Statistique Canada pour nous permettre de bien évaluer l'évolution socio-économique de nos communautés.
- f. Il nous importe d'assurer un réseau à large bande et une couverture du réseau cellulaire partout au pays.

4. Le logement abordable

Nos priorités:

- a. Le gouvernement fédéral doit s'engager à long terme au maintien et à la bonification des programmes destinés à offrir des logements abordables;
- b. Même s'il s'agit d'un dossier administré par le gouvernement provincial, dans le cas du Nouveau-Brunswick, il s'agit d'un enjeu important pour la qualité de vie dans nos communautés.

5. La sécurité publique

Nos priorités:

- a. En raison des nouvelles exigences, des risques accrus et de l'accroissement des événements causés par des conditions météorologiques extrêmes, les municipalités ont besoin d'aide pour la formation des premiers répondants et l'élaboration des plans de mesures d'urgence.
- b. Le gouvernement fédéral doit également revoir sa décision de modifier à la baisse la générosité de son programme d'aide destiné aux provinces en cas de catastrophes naturelles.
- c. Plusieurs municipalités ont des préoccupations importantes concernant l'augmentation du transport ferroviaire. L'accroissement exponentiel du transport des produits dangereux et de pétrole par rail change complètement l'utilité initialement prévue pour cette infrastructure. Il faut revoir les règles

et les protocoles de sécurité. Notons que trois incidents importants ont eu lieu dans l'espace d'un an et demi et nombreux sont ceux qui craignent de vivre une autre tragédie comme celle de Lac Mégantic.

6. VIA Rail et les transports en commun

Nos priorités:

- a. La présence du train passager Via Rail est essentielle à nos communautés en région qui est souvent l'équivalent d'un transport en commun pour plusieurs. Il y a une nécessité d'augmenter la fréquence du service en ramenant le nombre de trajets à six par semaine. Il faut de plus améliorer la qualité du service pour accroître le confort du voyageur qui sera plus enclin à l'utiliser si c'est le cas.
- b. Appui du fédéral pour identifier des solutions de transport en commun adaptables aux différentes régions du pays.

7. Le partenariat fédéral municipal qui devrait permettre aux municipalités d'offrir des milieux de vie sains et durables

Nos priorités:

- a. Importance de maintenir et bonifier la taxe sur l'essence, le Nouveau Plan Chantiers Canada et les autres programmes.
- b. Assurer l'usage d'une formule de calcul hybride qui ne prend pas uniquement en compte un calcul per capita. Par exemple, offrir un seuil minimal adéquat dans le calcul des programmes d'aide.

8. Les défis de la communauté francophone et acadienne du Nouveau-Brunswick

Nos priorités:

- a. Investir dans la Société Radio-Canada; nous croyons fermement dans l'importance d'avoir un diffuseur public qui sert l'ensemble des communautés du pays, financé publiquement et adéquatement pour lui permettre de remplir son mandat.
- b. Assurer le plein respect de la Loi sur les langues officielles et des droits linguistiques des citoyens francophones incluant l'application de la partie sept (VII) de la Loi sur les langues officielles.
- c. Investir dans les organismes, institutions, activités et services par et pour les francophones (Ententes Canada-communautés).
- d. Assurer le renouvellement de la Stratégie emploi jeunesse (et de ses programmes, dont Jeunesse Canada au travail).